

A qui profite l'argent de la location des infrastructures sportives ?

Que penser d'un État qui efface la dette et fait des dons à certains pays, et qui demande à ses propres enfants de payer deux séances de natation et de water-polo par semaine pour renflouer ses caisses ?

«Dauphin ou lévrier»

«Ceux qui ne peuvent pas se payer la piscine n'ont qu'à faire de la course à pied, c'est gratuit.» Citation du responsable de l'Opow Batna, un cadre du MJS promu, malheureusement, pour être DJS pour services rendus. Ajouter l'insulte à la blessure, en toute arrogance, quand on se sent protégé d'en haut pour services rendus, est devenu le fort des responsables locaux qui savent pertinemment que d'une manière ou d'une autre cette aubaine ne durera pas et qu'ils doivent profiter de cette situation au maximum et le plus longtemps possible.

Au fond d'eux-mêmes, ils souhaitent que vienne le jour où tout basculera et que l'Algérie comme la Tunisie, l'Égypte et la Libye s'effondrera et que personne alors ne leur demandera de rendre des comptes.

Alors là ils se diront plus fûtés que tout le monde et qu'ils ont su profiter et rentabiliser leurs postes.

Sont-ils plus intelligents et plus malins que ces bénévoles naïfs qui perdent leur temps et mettent de leurs poches pour conduire une jeunesse vers les lieux de pratiques sportives ?

Espèrent-ils resurgir après le chaos qu'ils s'imaginent, plein les poches et *Affa Allah an ma sallef* ? Une autre époque, un autre monde pour lequel ils seront bien parés.

Il fut un temps où les Aurès étaient réputés pour la pratique de l'athlétisme mais de là à traiter les démunis de whippets ou de lévriers (chiens de course) parce que le directeur a augmenté les prix de la location du bassin pour prendre plus avec la complicité de certaines associations qu'il privilégie.

Les rentrées et les dépenses étaient comptabilisées à sept pour un (1 DA de dépenses pour l'entretien contre 7 DA de recettes), selon ses propres dires. Vu les tarifs nouvellement imposés, le rapport a augmenté de 1 DA en dépenses contre 11 DA en recettes. A qui profite cet excès d'argent incorrectement comptabilisé ?

La pratique est que certaines associations versent au responsable 1 000 DA par tête par mois pour les séances «adultes».

Certaines associations plus intéressées par le commerce que par la formation le font de bon gré tandis que d'autres y sont forcées au risque de voir leurs créneaux donnés à d'autres.

Ces mêmes associations prennent jusqu'à 1 500 DA par mois et par nageur, et comptent jusqu'à 160 nageurs par séance (d'après les dernières directives du conseil d'administration de l'Opow Batna). Bien sûr, les associations complices sautent sur toutes les séances libérées et elles jouissent

ainsi de plus de faveurs en nombre de créneaux et de facilités.

L'argent sale des piscines

Un calcul simple donne : en séances publiques, 7 séances par semaine (20h à 22h) à raison de 160 baigneurs, chaque nageur paie l'association 1 500 DA et 1 000 DA par tête est versé au directeur de l'Opow.

Soit $3,5 \times 160 \times 1\,000$ DA = 560 000 DA par mois.

En séances clubs, comptabilisant 7 séances par semaine (18h à 20h), le gain est de 210 000 DA, soit 770 000 DA pour la piscine de Kechida.

La recette des week-ends et celle des journées ouvrables est laissée au club des jeunes talents qui ne paie aucune charge d'entretien (soit l'équivalent de 16 créneaux alors qu'aux clubs honnêtes ils en accordent que deux et suivant leurs conditions de paiement).

Il perçoit en plus presque le double pour la piscine Opow en ajoutant les week-ends, le mardi après-midi et les journées ouvrables, soit environ 1 000 000 DA par mois, contre 150 000 DA de dépenses en entretien par mois par piscine.

Et la même personne gère les deux piscines. Il ne faut pas être comptable pour faire ressortir la différence.

Où va cet argent ? Qui orchestre tout cela ? Où est le budget de fonctionnement et d'entretien octroyé par le MJS chaque année ?

D'où l'acharnement d'écarter le maximum de clubs de formation car beaucoup de monde, à tous les niveaux, loupent le bonus mensuel hors taxes.

Si les comptes sont bons, avec plus de 1 500 000 DA de recettes contre 300 000 DA de dépenses, si l'argent n'est pas versé régulièrement dans les caisses de l'Etat, quelqu'un se tape la paie de pas mal de ministres et celui du MJS depuis belle lurette.

Pour un TS promu conseiller pour services rendus après un stage de 15 jours, il a bien rentabilisé sa courte carrière de sportif et il ose demander à un club de water-polo amateur, un sport collectif, de payer 33 millions de centimes par an pour deux séances de 45 mn par semaine de pratique. Un culot marquant le signe de l'impunité et du protectorat en échange de quelques séances de massage.

L'Algérie est-elle en pénurie de conseillers qui ont fait 5 années d'études à l'ISTS ou de vrais sportifs qui font dans le sport et non pas dans le business ?

Le directeur chargé des infrastructures du MJS, informé de la situation, après son passage à Batna à l'hôtel de l'Opow où il était supposé régler le problème, n'a plus donné signe de vie et refuse de répondre au téléphone depuis.



Photo : DR

A noter, au passage, que dans cet hôtel nouvellement construit, les sportifs jouissent d'une prise en charge culinaire totale, d'un sauna et de séances de massages symbole du repos du guerrier.

Pourquoi s'embarrasser d'un club de formation des moins de 12 ans et celui de water-polo qui causeraient un manque à gagner. Qui sont ces personnes du CA et que savent-elles sur le water-polo et la natation ? Se cacher derrière le conseil d'administration pour abuser la population est une insulte pour ses membres et de la lâcheté pour ceux qui en tirent directement profit.

Ces membres du conseil d'administration qui ont approuvé le nombre de 160 nageurs dans une piscine de 25 m et un bassin d'initiation sont-ils seulement conscients du risque que cela représente, ou bien cela relève-t-il de l'incompétence et de l'insouciance ?

Mettre deux clubs à la fois dans le même bassin prouve leur méconnaissance du sport et de l'enseignement, et cela pour doubler la recette mensuelle.

Regrouper deux clubs en imposant le nombre de 80 nageurs par club est une insulte à la pratique de la natation et aux respects des normes de sécurité.

Imposer le même tarif pour une équipe de water-polo est la preuve que ces personnes n'ont rien à voir avec la pratique sportive et qu'amasser de l'argent est leur principal souci.

Dans tout cela, quel est le rôle du MJS ? A-t-il changé de vocation, veut-il enrichir ses cadres ? A-t-il donné des instructions pour renflouer les caisses de l'Etat ? Où sont les textes protégeant les associations à caractère non lucratif ?

Comment se fait-il que la direction du pôle de Kechida sous la direction du DJS demande 4 000 DA par séance d'entraînement pour un terrain de football à un club de formation des moins de douze ans, cash en main, et sous-loue les terrains de tennis

poussant les clubs à sous-traiter avec une autre association.

Quelles sont les lois qui gèrent tout cet argent ? Ne parlez pas de l'IGF, ils n'ont rien trouvé ! Malgré leur séjour à l'hôtel de l'OPW.

Tout est à louer, tout est à vendre à Batna (terrain de football, natation, water-polo, tennis, salles, parking, etc.), on vous fait cracher les tripes pour le moindre effort consacré à la formation des jeunes et après on s'étonne du taux croissant de la délinquance.

Une ère de profit et de lâcheté sous protectorat administratif, et cela va durer combien de temps encore ?

En continuant ainsi, ils feraient mieux de se déclarer «commerçants» plutôt que gestionnaires des infrastructures sportives de l'Etat. Si jamais ils y arrivent, mais avec leurs propres infrastructures et non pas avec celles de l'Etat.

Que le MJS mette fin aux affronts répétés de ses cadres à Batna envers une population bien plus respectable qu'ils ne le seront jamais.

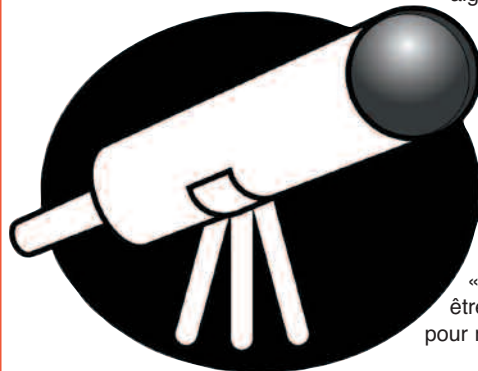
Pour votre gouverne, messieurs, le premier club de water-polo de Batna affilié en bonne et due forme après une inauguration de quelques mois est obligé de mettre la clé sous le paillason à cause des pratiques malsaines du directeur de l'Opow de Batna et du DJS. Ni le wali, ni le MJS, ni la fédération de natation n'ont daigné intervenir malgré les courriers avec accusé de réception. Ne nous demandez pas pourquoi ? Posez-leur vous-même la question. Nous, nous connaissons la réponse. Je souhaite que de hauts responsables du pays leur retirent ces prérogatives et ces privilèges, et alors nous verrons s'ils sont aussi forts en business.

M. Naoun
Enseignant.
Université de Batna.

BILLET D'ORAN

Ciel, mon télescope !

Mon fils féru d'astronomie m'avait demandé de lui acheter un télescope, ce que je fis... Mal m'en pris car les cerbères de la douane algérienne me l'ont saisi... Interdit... Kaput...



En Algérie, pays géré à coups de circulaires et de notes débilés, un jeune n'a pas le droit de contempler les étoiles... Il peut crever et il crève en effet... Pourtant, à l'université d'Oran, il existe une filière «astronomie». Mais peut-être qu'on y utilise un tamis pour regarder les astres.

Hammou

2012

Prions Dieu de nous protéger des dobermans de la justice de nuit et de... Bernard-Henry Levy !

La Tunisie a eu son printemps arrosé avec le sang des justes ; à l'issue, il a fleuri des barbes hirsutes et les gendres de Ghennouchi ont succédé à ceux de Ben Ali et ce n'est qu'un début, rendez-vous dans vingt ans et on reparlera ... L'Égypte après avoir subi l'assaut des dromadaires, des ânes et des baltaquia, et après avoir sacrifié les meilleurs de ses jeunes enfants, est passée à la saison des moissons, et là, place aux professionnels de la récupération en tout genre : les

«fréros», aïeux des tangos, ont rafflé la mise en pactisant avec le petit et le grand diable, au moment ou Harayar Misr se font trainer nues par les cheveux à la place At'hira. La Libye après une dératisation en règle et un enterrement des plus sablonneux selon «les préceptes sarko-musulmans» du roi des rois ; le pays des berbères a été livré poings et pieds liés aux hordes armées et son pétrole aux ayants droit. En Syrie, le sang des innocents coule à flot avec la bénédic-

tion de la Ligue arabe et sous les yeux de ses observateurs. Et nos amis syriens ne sont pas encore sortis de l'auberge, mais qu'importe ce qu'aura duré la nuit, si le jour finit par se lever... Que dire du Yémen et du Bahreïn, sinon que les rois et les émirs ont leurs raisons que la raison ignore, quant à nous et en ce nouvel an 2012, prions Dieu de nous protéger des dobermans de la justice de nuit, des Bernard-Henry Levy et des poils de tous bords.

Farid Boutrid